

## La mise en péril des filières agricoles gersoises

Un communiqué des Jeunes Agriculteurs du Gers



La mise en péril des filières agricoles gersoises

Depuis plusieurs semaines, la crise sanitaire que connaît le pays est aussi une crise économique pour de nombreuses entreprises et les exploitations agricoles n'en font pas exception. En effet, de nombreuses filières de notre département rencontrent des difficultés, notamment les filières viticole, bovine, horticole, volaille et palmipèdes gras pour l'écoulement de leurs marchandises. Cela s'explique par la réduction du nombre d'exportations, et au sein du pays, par la diminution de la consommation en raison de la fermeture des bars et restaurants, des marchés, mais aussi de l'annulation des événements, qu'ils soient familiaux ou publics.

Néanmoins, cette crise a vu l'accroissement du phénomène du « consommer local », ce qui a été possible grâce au développement de circuits de commercialisation tels que les drives fermiers, la livraison chez les particuliers, l'approvisionnement des grandes et moyennes surfaces (GMS) auprès des agriculteurs sans intermédiaire. Cette dernière a été incitée par l'initiative des Jeunes Agriculteurs aux niveaux régional et départemental qui ont adressé une lettre aux GMS et centrales d'achat.

Les discours de nos responsables politiques, lors de ces dernières semaines ont été pourtant prometteurs. En effet, le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation avait adressé une lettre de soutien aux agriculteurs français - datée du 18 mars - en insistant notamment sur le fait que « Vous participez pleinement à l'effort de la communauté nationale. En retour, l'État sera à vos côtés pour traverser cette période difficile ». À ce jour, peu de mesures significatives ont été mises en place pour permettre à l'ensemble des exploitations agricoles de notre département de surmonter cette crise.

Avant cela, le Président de la République avait annoncé que « Déléguer notre alimentation [...] à d'autres, est une folie » - discours du 12 mars -. Malgré ces belles paroles, l'Union Européenne (UE) a annoncé avoir achevé la modernisation de son accord de libre-échange avec le Mexique, ce qui est une annonce inopportune en ces temps de crise et au vu des annonces faites par nos responsables politiques récemment. Le nouveau texte qui doit être voté au Parlement Européen, cette année, prévoit une forte diminution ou même une suppression des droits de douane mexicains sur l'exportation des produits de l'UE, tels que la viande et les abats bovins, les volailles, les œufs, les bananes, la viande porcine, le miel, l'éthanol et le sucre brut. Cet accord va faciliter l'exportation de marchandises mexicaines en quantité conséquente pouvant aller jusqu'à 5.000 ou 350.000 tonnes selon les produits. Une aberration en vue des normes sanitaires dans les productions agricoles mexicaines qui sont non conformes à celle de l'UE, et, par conséquent, à celles encore plus strictes imposées à nos agriculteurs français.

Nous attendons donc un plus grand soutien et des mesures concrètes de l'État Français afin que nos exploitations agricoles perdurent durant cette crise ainsi qu'une opposition à cet accord commercial qui ne pourra que les mettre en péril.

**Nous appelons aussi tous les consommateurs à rendre durable le phénomène du « consommer local », qui leur assure une alimentation saine et de qualité.**